



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 1 Mai 2023

❖ Régional

Les transactions en *mobile-money* en forte augmentation

Le dernier rapport sur le secteur du *mobile money* publié par la *Global Systems for Mobile Communications Association (GSMA)* indique que la valeur des transactions quotidiennes mondiales en 2022 a dépassé les prévisions pour atteindre 3,5 Mds USD. La valeur totale des transactions sur les plateformes de *mobile money* a ainsi augmenté de 22% en 2022 pour atteindre un total de 1 260 Mds USD. Environ 40% de ces transactions ont eu lieu en Afrique de l'Est, atteignant 491 Mds USD, soit une augmentation de 23% par rapport à 2021.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Pas de brève cette semaine

❖ Erythrée

Pas de brève cette semaine

❖ Ethiopie

5,4 Mds EUR de recettes fiscales pour le gouvernement éthiopien sur les trois premiers trimestres de l'exercice fiscal 2022/23

Le gouvernement éthiopien a engrangé 5,4 Mds EUR de recettes fiscales au cours des trois premiers trimestres de l'exercice fiscal 2022/23, soit 66,4 millions de moins que l'objectif fixé par le Ministère des Revenus (MoR). Les principales sources fiscales sont domestiques : elles ont contribué à 59,2% du total des recettes fiscales (pour un montant de 3,18 Mds EUR) tandis que 40,8% ont été collectés via les taxes sur les exportations et les droits de douane (2,19 Mds EUR). Cela représente une augmentation de 1,24 Md EUR par rapport à

l'exercice précédent sur la même période, soit une augmentation de 23,1%. Deux axes d'amélioration sont possibles selon le gouvernement éthiopien pour remplir leurs objectifs en la matière : d'une part rendre plus efficace la lutte contre l'évasion fiscale dans le pays et d'autre part renforcer la lutte contre le commerce transfrontalier informel via une implication de tous les acteurs concernés. La question des recettes fiscales se pose avec d'autant plus qu'acuité que le pays voit son déficit budgétaire se creuser ces dernières années (2,8% du PIB en 2020 contre 3,4% en 2022) et la question de la dette devenir critique.

Perte de 2,4 MEUR pour la ligne de chemin de fer Ethio-Djibouti en raison de problèmes de sécurité

Le ministère des Transports et de la Logistique a annoncé des pertes à hauteur de 2,4 MEUR pour la ligne de chemin de fer éthio-djiboutienne lors des 9 derniers mois en raison de problèmes de sécurité de plus en plus nombreux sur la ligne. Les problèmes sont de deux natures : il y aurait d'une part des déraillements répétés sur la ligne qui multiplieraient les retards et les annulations et d'autre part il y aurait une intensification des attaques à main armée des trains depuis 2 ans maintenant et notamment des chauffeurs avec des demandes de rançons. Les attaques se concentreraient sur la voie transfrontalière qui traverse les villes de Methara et Welencheti. Le lancement d'un effort coordonné de la police régionale et fédérale devrait accroître la sécurisation de la ligne. Les officiels ont réaffirmé l'importance de diversifier leurs corridors d'importations via le port de Berbera dans la région du Somaliland et les ports érythréens – pour rappel l'Éthiopie dépend à 96% de Djibouti pour ses besoins logistiques.

124,5 MEUR d'impayés à l'*Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise* de la part d'institutions gouvernementales

Le nouveau PDG de l'entreprise *Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise* (ESLSE), Berisso Amalo, révèle des impayés de la part d'autorités éthiopiennes et d'entreprises publiques d'un montant de 124,5 MEUR. *Ethio-Engineering Group*, anciennement connu sous le nom de *Metals & Engineering Corporation (METEC)*, aurait notamment des arriérés considérables – 24,9 MEUR. Le problème risque de devenir critique pour l'ESLSE, qui en raison de nombreux nouveaux investissements depuis le début de l'année fiscale - 185 nouveaux camions de fret -, a vu ses marges se réduire lors des neuf derniers mois. Aussi, les dirigeants ont indiqué que la pénurie de devises étrangères due au fait que 80% du paiement en dollars pour leurs services aux importateurs a été retenue par la banque centrale posait une difficulté sérieuse. Pour rappel, l'enjeu est de taille pour le nouveau management de l'entreprise qui doit s'assurer de la bonne santé de l'entreprise alors que son monopole arrive à son terme, des licences multimodales étant en cours d'octroi à des entreprises privées juin.

Ethiopian Airlines (EAG), premier client africain d'Airbus pour le modèle A350-900 bond

Le groupe *Ethiopian Airlines* (EAG) a réceptionné son 20^{ème} Airbus A350-900 le 28 avril 2023, confirmant sa position de premier opérateur africain sur ce modèle. Le vol de livraison Toulouse/Addis-Abeba était alimenté par un mélange de carburant

d'aviation durable (*Sustainable Aviation Fuel, SAF*) à 30 %, première pour l'Éthiopie. Cette livraison fait partie d'une commande en cours portant sur 24 appareils, dont quatre A350-1000 qui seront livrés d'ici fin 2025. Le premier contrat d'achat d'A350-900 entre la compagnie aérienne et Airbus datait de 2009, auparavant, EAG s'adressait uniquement au constructeur Boeing pour ses vols long-courrier.

Kenya

Le shilling atteint son plus bas niveau historique face au dollar américain

Le shilling kényan a atteint un nouveau record de 136,0 KES/USD, malgré les nouvelles normes introduites par la Banque centrale du Kenya et l'accord du gouvernement pour importer du pétrole à crédit des États du Golfe. Pour rappel, le shilling s'est déprécié de 9 % au cours de 2022, en raison des resserrements des taux d'intérêt de la Fed et de la hausse des prix des matières premières. La dépréciation du shilling a conduit à une pénurie de dollars depuis quelques mois, qui impacte l'économie réelle. Par ailleurs, les paiements d'intérêts étrangers au cours de l'exercice en cours ont augmenté de 141,9 MUSD en raison de l'affaiblissement du shilling. Le gouvernement est ainsi à présent soumis à un arbitrage entre la stabilisation du change pour faire face à ses obligations de remboursement de la dette et la préservation des réserves pour ne pas pénaliser les entreprises.

Madagascar

La Banque centrale diminue le taux du coefficient des réserves obligatoires de 13 % à 9 %

Dans une instruction publiée le 26 avril, la Banque centrale malgache (BFM) a décidé de diminuer le coefficient des réserves obligatoires unique (dépôts en Ariary et en devises) de 13 % à 9 %, demeuré inchangé depuis novembre 2021. La mesure vise à relancer le crédit et assouplir la politique monétaire restrictive appliquée par la BFM durant l'année 2022 afin de répondre aux tensions inflationnistes dans le contexte de la crise en Ukraine. La BFM avait déjà décidé de maintenir le corridor des taux d'intérêt inchangé à 8,1 % et celui des facilités de prêt marginal à 10,1 % lors de son précédent comité de politique monétaire le 7 février 2023. Le FMI prévoit une hausse de l'inflation à 9,5 % en 2023, après 8,2 % en 2022.

Maurice

La BAD approuve un prêt de 110 MUSD pour renforcer le réseau électrique

Le Conseil d'Administration de la Banque Africaine de Développement a approuvé un prêt de 110 MUSD à Maurice tandis que l'Etat mauricien contribuera à hauteur de 20 MUSD. Le projet est destiné à améliorer la stabilité du réseau électrique mauricien, et faciliter son expansion et l'intégration de la production d'électricité renouvelable. Il est structuré autour de deux principales composantes : i) la réhabilitation de six

postes électriques existants et vieillissants ; et ii) la construction de quatre nouveaux postes. A long-terme, ce projet vise à renforcer la résilience du réseau aux changements climatiques en permettant l'intégration des énergies renouvelables. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, en 2020, la production électrique mauricienne était issue à 76,1% d'énergies fossiles importées (charbon, pétrole) avec une capacité installée totale de 844 MW.

La Banque de Maurice annonce le lancement de la roupie numérique

Annoncée en mai 2020, le projet de monnaie numérique porté par la Banque centrale de Maurice devrait être lancé pour une phase-pilote en novembre 2023. Lors d'un atelier co-organisé par le FMI et la Banque mondiale, le gouverneur de la Banque de Maurice a estimé que les réflexions menées et les étapes préliminaires étaient concluantes. Il a précisé sa volonté de s'appuyer sur les établissements bancaires pour la mise en œuvre de cet outil et il les invite à participer aux prochaines étapes de sa conception et de sa mise en œuvre. A terme, la roupie numérique permettrait de consolider et sécuriser le système des paiements et de participer à la préservation de la stabilité financière du pays.

📍 Ouganda

Les exportations ougandaises de café affectées par le conflit au Soudan

Le conflit au Soudan, qui s'est déclenché le 15 avril 2023 et qui a déjà engendré plus de 400 morts, risque d'affecter l'économie ougandaise par le canal du commerce

extérieur. En effet, le Soudan était en 2022 la 8^{ème} destination des exportations ougandaises, ces dernières s'élevant à 121,6 MUSD, soit 2,3% du total des exportations. Le montant annuel moyen des exportations ougandaises vers le Soudan est de 74,0 MUSD sur la période 2015-2022. Ces exportations sont surtout des exportations de café : sur l'année 2022, le Soudan a importé pour 116,9 MUSD de café ougandais, soit 96,1% de ses importations depuis l'Ouganda et 13,6% des exportations ougandaises de café. La directrice adjointe de l'organisation de la société civile CSBAG (*Civil Society Budget Advocacy Group*) a attiré du gouvernement ougandais sur ce point lors d'une conférence de presse mardi 25 avril 2023 et a invité le gouvernement à s'employer à trouver des débouchés alternatifs.

📍 Rwanda

Pas de brève cette semaine

📍 Seychelles

Le PNUE et le FEM accompagnent les Seychelles pour le développement de la mobilité électrique

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) soutiennent le développement de la mobilité électrique aux Seychelles par un projet d'assistance technique financé par une subvention de 400 000 USD. Des experts en politiques internationales, stratégies de l'e-mobilité et intégration des énergies renouvelables évaluent le système de transport et

conseilleront le ministère des Transports sur les stratégies de développement de la mobilité électrique. D'ici 2030, le PNUE espère que 50% des bus et voitures soient électrifiés aux Seychelles. Actuellement, l'entreprise publique de transport Seychelles Public Transport Corporation (SPTC) possède 200 bus qui consomment environ 220 000 litres de carburant par mois. Le projet bénéficie également du soutien d'autres partenaires tels que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et la *Public Utilities Corporation (PUC)* pour la réalisation d'un plan de transport.

La croissance du PIB a augmenté de 8.4 % en 2022 selon le rapport annuel de la Banque Centrale des Seychelles (BCS)

Selon le rapport annuel de la Banque Centrale des Seychelles (BCS), la croissance du PIB a augmenté de 8.4% en 2022. Le Fonds Monétaire International (FMI), plus optimiste, prévoyait une augmentation de 8.8%. Le nombre de touristes aux Seychelles était supérieur de 82% par rapport à 2021 et représentait un revenu total de 932 MUSD. Parmi les autres facteurs qui ont contribué à la reprise économique des Seychelles figurent l'afflux soutenu de devises étrangères et le renforcement de la roupie seychelloise. Par ailleurs, les dépenses du gouvernement étaient inférieures de 9.1% par rapport à ce qui était prévu et les Seychelles ont réussi à réduire leur ratio dette/PIB pour atteindre 65% du PIB en 2022. Les Seychelles restent toutefois affectées par des facteurs externes, notamment le conflit entre la Russie et l'Ukraine, la résurgence des cas de COVID-19 et les prix mondiaux des matières premières.

📍 Somalie

L'UE fait un don de 4,5 MEUR au profit de zones libérées de la Somalie

L'Union européenne a annoncé fin avril un projet d'une valeur de 4,5 MEUR visant à stabiliser les zones libérées des militants d'Al-Shabab par les forces gouvernementales somaliennes dans les États de Galmudug, Hirshabelle, South West et du Jubbaland. Le projet se concentrera principalement sur la fourniture de services gouvernementaux cruciaux tels que la sécurité, l'eau et le maintien de la paix. Pour rappel, depuis le début de l'année 2023, l'UE a déjà attribué 72 MEUR à des projets humanitaires en Somalie, principalement en réponse à la sécheresse qui touche actuellement le pays.

📍 Soudan

Le conflit au Soudan risque de créer une pénurie de gomme arabique

L'éclatement du conflit au Soudan a poussé les fabricants internationaux de biens de consommation à renforcer leurs approvisionnements en gomme arabique, notamment indispensables à la fabrication de sodas. En effet, environ 70% de l'offre mondiale de gomme arabique, pour laquelle il existe peu de substituts, provient des acacias de la région du Sahel. La majeure partie se trouve dans la "ceinture de gomme" qui s'étend notamment en Éthiopie, au Tchad, en Somalie et en Érythrée. Craignant l'insécurité persistante au Soudan, les entreprises telles que *Coca-Cola* et *Pepsico* avaient déjà commencé à

constituer des stocks de trois à six mois selon Reuters. Cependant, les conflits qui ont éclaté à Khartoum le 15 avril, paralysant l'économie et perturbant les communications de base, font craindre un épuisement des stocks.

📍 Soudan du Sud

Le gouvernement invité à mettre en place une autorité en charge du marché de l'or

Le Syndicat d'affaires de l'Etat de *Central Equatoria (Central Equatoria Business Union)* encourage le gouvernement du Soudan du Sud à créer un conseil national de la vente de l'or afin de réguler le secteur. Actuellement, l'extraction aurifère est réalisée par le travail artisanal des populations locales. De plus, en dépit de la loi de 2012 (*Mining Act*) qui criminalise la vente d'or au marché noir, le gouvernement peine à réguler le secteur, si bien qu'il a suspendu en 2019 les permis d'exploitation des sociétés afin de mettre un terme aux ventes illégales. La création d'une agence nationale de l'or permettrait au gouvernement de percevoir des recettes fiscales et de diminuer sa dépendance aux exportations pétrolières, qui représentaient 99,2% de la valeur des exportations totales et 86,1% des recettes publiques en 2021/22.

📍 Tanzanie

44,3 millions de Tanzaniens sont abonnés à un service de paiement mobile à la fin du mois de mars 2023

Selon le rapport de l'Autorité de régulation des communications (*Tanzania Communications Regulatory Authority, TCRA*), les abonnements aux services de paiement mobile ont atteint 44,3 millions à la fin du mois de mars 2023. Le nombre d'abonnés enregistrés au cours de l'année fiscale 2022/2023 (juillet 2022 à mars 2023) est supérieur au nombre total d'abonnés enregistré en 2020 (32,3 M), 2021 (35,3 M) et 2022 (41 M). Cela témoigne d'une croissance de l'inclusion financière : de plus en plus de personnes utilisent les services de paiement mobile pour envoyer, recevoir et stocker de l'argent. Vodacom continue de dominer le marché avec 36% des comptes de *mobile money*, suivi par Tigo (31%), Airtel (21%), Halotel (9%) et TTCL (3%). La valeur actuelle des transactions n'a pas encore été publiée par TCRA. Concernant le marché de l'internet mobile, le rapport indique que le nombre d'abonnés a dépassé les 33 millions à la fin du premier trimestre, soit une augmentation de 6,1% par rapport aux 31 millions d'abonnements enregistrés en décembre 2022. Selon TCRA, le nombre d'abonnements à internet a connu une croissance moyenne de 17% par an au cours des cinq dernières années. Le service ayant utilisé le plus de bande passante (en Go) est Facebook suivi de YouTube et de WhatsApp.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international